

**COMITE SYNDICAL DU 6 NOVEMBRE 2025 à 18h00**  
**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE (PJ1)**

*Ordre du jour :*

*Désignation d'un secrétaire de séance*

*Approbation du procès-verbal du Comité du 18 septembre 2025 (PJ2)*

*Compétences générales du SIAC*

*Point n°1 - Débat d'orientations budgétaires du budget général pour l'exercice 2026 (PJ3)*

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, propose de voter le budget primitif 2026 du SIAC en décembre prochain, ceci compte tenu du calendrier électoral de l'année prochaine et du renouvellement des instances du SIAC en cours d'année, après élections de ses délégués par ses EPCI membres. Pour ce faire, il convient de mener un débat d'orientations budgétaires lors du présent comité syndical, ceci pour respecter les délais réglementaires.

Le budget est le seul document légalement obligatoire, qui prévoit et autorise les recettes et dépenses d'une année. Il s'agit d'un acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'année (budget supplémentaire, décision modificative).

Le principe budgétaire le plus important est le principe de l'équilibre budgétaire, qui s'applique aussi bien au budget primitif qu'au budget supplémentaire et décisions modificatives.

Le budget primitif et le budget supplémentaire doivent être votés en équilibre selon l'article L 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Pour être en équilibre réel, le budget doit remplir trois conditions :

- 1) L'équilibre doit être réalisé aussi bien pour la section de fonctionnement que pour la section d'investissement ;
- 2) Les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère, c'est-à-dire qu'elles doivent avoir fait l'objet d'une évaluation excluant toute majoration ou minoration ;
- 3) Le remboursement de la dette en capital, remboursement qui figure en dépenses de la section d'investissement (alors que le remboursement des intérêts figure en dépenses de la section de fonctionnement), doit être couvert par des ressources définitives, c'est-à-dire par l'autofinancement et par les recettes propres de la section d'investissement, à l'exclusion des ressources d'emprunts.

Cette troisième condition de l'équilibre budgétaire nécessite quelques explications complémentaires :

- L'autofinancement est constitué par l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement ;
- Les recettes propres de la section d'investissement recouvrent essentiellement les remboursements du Fonds de compensation de la TVA, la recette provenant de la vente pour une commune d'un bien immobilier (terrain ou immeuble), les subventions d'équipement à percevoir, etc.

L'autofinancement additionné aux recettes propres de la section d'investissement et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, doit donc permettre de rembourser le capital à payer dans l'année pour les emprunts contractés par le Syndicat.

Le contrôle budgétaire effectué par les Services de l'État porte sur quatre points essentiels :

**1/ le respect de la date de vote et de transmission du budget :**

- La date d'adoption du budget primitif et du compte administratif ;
- Le délai séparant l'adoption du budget primitif et le débat d'orientations budgétaires ;
- Le délai de transmission en préfecture du budget : 2 semaines au plus tard après le délai légal maximum de son adoption.

**2/ l'équilibre réel du budget primitif ;**

**3/ l'inscription budgétaire des dépenses obligatoires :**

- La liste des dépenses obligatoires figure aux articles L. 2123-1 à 5 du Code général des collectivités territoriales ;
- Leur inscription doit être sincère et juste.

**4/ l'apurement des déficits importants :**

- Reprise obligatoire des déficits antérieurs supérieurs aux seuils légaux, dès le budget suivant (budget primitif s'il n'est pas encore adopté, sinon budget supplémentaire).

Les Collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants doivent obligatoirement organiser un débat d'orientation budgétaire dans les 10 semaines précédant le vote du budget primitif (article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales) sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires.

Mme la Présidente précise que les questions budgétaires sont débattues en groupe de travail avec un représentant de chaque EPCI, la Présidente et les Vice-Présidents du SIAC. Les représentants des EPCI sont Monsieur Gérard COLOMER, pour la CCPEVA, Monsieur Jean-Claude DENNE, pour la CCHC, et Monsieur Jean-Claude TERRIER, pour THONON AGGLOMERATION.

Ce débat n'a aucun caractère décisionnel mais doit néanmoins faire l'objet d'une délibération.

Madame la Présidente expose le rapport d'orientations budgétaires 2026 qui comprend notamment la présentation des engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette, une présentation de la structure et de l'évolution des effectifs, l'évolution prévisionnelle des rémunérations et du temps de travail.

Madame la Présidente rappelle également les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes en matière de capacité de désendettement du SIAC.

**Il est proposé au Comité Syndical de prendre acte que le débat d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2026 a bien eu lieu.**

***Point n°2 - Autorisations de programme / crédits de paiement – mise à jour de l'opération de restauration hydromorphologique et de protection contre les risques de la Dranse de Morzine***

---

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, informe l'Assemblée que dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours et compte tenu du déroulement des travaux de restauration hydromorphologique et de lutte contre les inondations de la Dranse de Morzine (3 secteurs - 6 Communes), il est nécessaire de procéder à une mise à jour de l'autorisation de programme / crédit de paiement (AP/CP) relative à cette opération (n° 5).

Pour rappel, le plan de financement de l'opération avait été prévue ainsi qu'il suit en mars 2025, au moment du vote du budget primitif 2025 mais avant l'aboutissement de la consultation des entreprises pour les deux marchés publics de travaux. Le plan de financement initial était le suivant :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029	Crédits de paiement 2030
Dranse de Morzine	<b>Dépenses TTC</b>	Etudes et MOE	80 000,00 €	40 000,00 €	33 000,00 €	6 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	2 880 000,00 €	927 500,00 €	1 872 500,00 €	80 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnemental	36 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	2 500,00 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses	36 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>3 034 500,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>1 925 500,00 €</b>	<b>102 000,00 €</b>	<b>7 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>Recettes TTC</b>	Subvention Agence Eau	960 000,00 €	480 000,00 €	0,00 €	240 000,00 €	240 000,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	720 000,00 €	177 551,20 €	0,00 €	271 000,00 €	271 448,80 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	485 160,00 €	0,00 €	2 520,00 €	2 940,00 €	164 000,00 €	315 700,00 €	1 140,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement (et/ou emprunt)	868 200,00 €	342 448,80 €	525 751,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>3 034 500,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>528 271,20 €</b>	<b>513 940,00 €</b>	<b>675 448,80 €</b>	<b>315 700,00 €</b>	<b>1 140,00 €</b>

Les marchés de travaux ont été approuvés le 28 mai 2025 et pour des montants inférieurs aux estimations du maître d'œuvre. Le planning d'exécution a également été revu en concertation avec les disponibilités des entreprises et les conditions d'intervention.

En conséquence, suite à la signature des marchés publics de travaux et à l'avancement de leur exécution, Mme la Présidente propose d'approuver le plan de financement modifié et l'autorisation de programme/crédits de paiement qui en découlent ainsi qu'il suit :

Opération	Dépenses et Recettes	Détail	Autorisation de programme	Pour information 2019 à 2024	Crédits de paiement 2025	Crédits de paiement 2026	Crédits de paiement 2027	Crédits de paiement 2028	Crédits de paiement 2029	Crédits de paiement 2030
Dranse de Morzine	<b>Dépenses TTC</b>	Etudes et MOE	196 707,33 €	77 707,33 €	114 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Travaux	1 785 000,00 €	0,00 €	1 685 000,00 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Etudes et suivi environnemental	93 820,00 €	41 820,00 €	20 000,00 €	13 000,00 €	14 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
		Frais consultation	8 795,61 €	6 295,61 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autres dépenses	151 273,06 €	79 270,37 €	40 000,00 €	32 002,69 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>2 235 596,00 €</b>	<b>205 093,31 €</b>	<b>1 861 500,00 €</b>	<b>150 002,69 €</b>	<b>14 000,00 €</b>	<b>5 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>Recettes TTC</b>	Subvention Agence Eau	926 700,00 €	0,00 €	0,00 €	926 700,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Subvention CD 74	574 636,00 €	0,00 €	574 636,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		FCTVA	340 260,00 €	0,00 €	0,00 €	7 544,00 €	305 000,00 €	24 600,00 €	2 296,00 €	820,00 €
		Autres subventions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		Autofinancement (et/ou emprunt)	394 000,00 €	0,00 €	394 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
		<b>Total</b>	<b>2 235 596,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>968 636,00 €</b>	<b>934 244,00 €</b>	<b>305 000,00 €</b>	<b>24 600,00 €</b>	<b>2 296,00 €</b>	<b>820,00 €</b>

\* Pour la subvention du CD74, commission permanente du 3 novembre 2025.

Il est en outre précisé que la décision de l'Agence de l'Eau pour l'octroi de la subvention indiquée ci-dessus est en cours et sera formalisée avant la fin de l'année.

### Il est proposé au Comité Syndical

- d'**APPROUVER** la modification de l'autorisations de programme/crédits de paiement tel que détaillées ci-après :

#### 5. AP CP pour l'opération GEMAPI restauration et protection contre les risques d'inondations - Dranse de Morzine :

Autorisation de programme : **2 030 502,69 €** depuis 2025 (2 235 596 € depuis l'origine de l'opération)

Crédits de paiement 2025 : **1 861 500 €** (au lieu de 1 000 000 € prévus en mars 2025)

Crédits de paiement 2026 : **150 002,69 €**

Crédits de paiement 2027 : **14 000 €**

Crédits de paiement 2028 : **5 000 €**

Ces crédits de paiement complémentaires 2025 seront inscrits au budget 2025 du SIAC par décision modificative du budget.

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, informe l'Assemblée que dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours et compte tenu du déroulement des travaux de restauration hydromorphologique et de lutte contre les inondations de la Dranse de Morzine (3 secteurs - 6 Communes), il est nécessaire de procéder à une augmentation de crédits sur différents chapitres de la section d'investissement du budget principal, ceci pour permettre l'exécution des principaux travaux au cours de l'année 2025.

En effet, le planning d'exécution des entreprises a été plus réactif qu'initialement prévu en début d'année lors du vote du budget primitif en mars 2025, ceci avant consultation des entreprises et mise au point des marchés publics.

Il convient donc d'ajuster les crédits en concordance avec la mise à jour de l'autorisation de programme / crédit de paiement examinée précédemment.

Il est précisé que dans l'attente d'une décision définitive de l'Agence de l'Eau Rhone Méditerranée Corse, il est prévu un emprunt d'équilibre, ceci pour respecter le principe de sincérité des inscriptions budgétaires. La notification d'attribution de cette subvention devrait nous parvenir prochainement car le dossier est déclaré complet et en cours de validation auprès des instances de l'Agence. Il ne sera pas nécessaire de concrétiser cet emprunt pour ce projet, la CCHC couvrant la part d'autofinancement restante via la contribution « travaux » prévue statutairement qui est ajustée à cette occasion.

Le taux de subvention attendu pour l'opération devrait avoisiner les 80 %, certaines dépenses annexes au projet, de montants réduits, n'étant pas subventionnables pour l'un ou l'autre des financeurs (par exemple : les frais de demandes d'autorisations foncières). En outre, les coûts réels des travaux ont été réduits grâce aux résultats favorables de la consultation des entreprises et le planning de déroulement des opérations, ce qui réduit beaucoup l'impact financier du projet pour le territoire du Chablais.

#### Il est proposé au Comité Syndical

- **d'ADOPTER** la décision modificative n°1 du Budget Principal du SIAC qui suit, décision qui s'équilibre, section par section, en dépenses et recettes :

Chapitre	Article	Budget Primitif 2025	Crédits nouveaux 2024 – DM N°1	Budget total (BP+DM) 2025
Section de fonctionnement				
Section de fonctionnement - dépenses				
023 – virement à la section d'investissement (d'ordre)	023 – Virement à la section d'investissement	3 600 835,41 €	+ 74 599,00 € (fonction 735)	3 675 434,41 €
Total dépenses de fonctionnement - DM n°1			+ 74 599,00 €	
Section de fonctionnement - recettes				
74 – Dotations et participations	74 758 – Participation des EPCI	4 565 670,00 €	+ 74 599,00 € (fonction 735)	4 640 269,00 €
Total recettes de fonctionnement– DM n°1			+ 74 599,00 €	

Section d'investissement				
Section d'investissement - dépenses				
23 – Immobilisations en cours	2313 – Constructions	1 550 795,10 €	+ 861 500,00 € (fonction 735)	2 412 295,10 €
Total dépenses d'investissement - DM n°1			+ 861 500,00 €	
Section d'investissement - recettes				
16 – Emprunt	1641 – Emprunt en euros	0,00 €	+ 786 901,00 € (fonction 735)	786 901,00 €
021 – Virement de la section de fonctionnement (d'ordre)	021 – Virement de la section de fonctionnement	3 600 835,41 €	+ 74 599,00 € (fonction 735)	3 675 434,41 €
Total recettes d'investissement – DM n°1			+ 861 500,00 €	

- **d'ADOPTER** une augmentation de la contribution de la CCHC à la compétence « GEMAPI à la carte » de **+ 74 599 €** (celle-ci passant ainsi de 521 000 € voté lors du BP 2025 à 595 599 €).

***Point n°4 – Avenants n° 1 aux marchés de réalisation des espaces d'expositions permanentes du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS – marché 2024-011 – lot n° 1 et lot n°3 (PJ4 et PJ5)***

Mme Marie-Pierre BERTHIER, Vice-Présidente en charge du GEOPARC, rappelle à l'Assemblée que le SIAC a conclu 5 marchés publics de fournitures ou de services, selon une procédure d'appel d'offres ouvert, dans le cadre de la réalisation des espaces d'expositions permanentes du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS.

Cette opération concerne 3 sites différents dont un en Haut-Chablais. Ces 3 sites sont en interactions, avec une partie commune qui est le compagnon de visite numérique, ainsi que des totems similaires, ceci pour inciter le visiteur à découvrir d'autres sites du territoire. Le concept est de promouvoir ainsi l'ensemble du Chablais, labélisé GEOPARC mondial UNESCO.

Le projet initial au sein du Domaine de Découverte de la Vallée d'Aulps a finalement été refusé par l'UDAP alors qu'il était déjà avancé sur le plan de la conception intellectuelle mais heureusement pas de la mise en fabrication.

La recherche d'un nouveau site en Haut-Chablais était donc indispensable pour l'équilibre territorial, la complémentarité des sites et le respect du concept initial (charte graphique, contenu général faisant référence à 3 sites distincts en interactions, déploiement du compagnon de visite sur l'ensemble du Chablais avec ses thématiques ciblées, etc...). Ce nouveau site est maintenant le lac de Montriond.

Afin d'assurer son développement, à hauteur de l'ambition affichée sur les autres sites, en remplacement du Domaine de Découverte de la Vallée d'Aulps, le programme a été adapté et des missions de maîtrise d'œuvre en substitution sont en cours d'exécution.

Parmi les 5 marchés publics initiaux approuvés par délibération du comité syndical en date du 12 décembre 2024, deux marchés sont à modifier par avenant compte tenu de la circonstance imprévue qui a amenée à changer de site d'implantation.

Pour le lot n°1, conception et exécution graphique, la modification concerne une plus grande diversité de signalétique, illustrations, cartels et zones documentaires, sur les mobiliers à planter au bord du lac de Montrond et sur le site de la cascade d'Ardent qui est associée au concept global de cet espace de découverte. La plus-value est de + 900 € H.T. ce qui fait évoluer le marché d'un montant de 22 690 € H.T. à un montant de 23 590 € H.T., soit + 3,97 %.

Pour le lot n°3, agencement scénographique : maquettes et manipulations mécaniques, métallerie, mobiliers extérieurs et intérieurs, signalétique et production graphique, la modification concerne également une plus grande diversité de mobiliers, l'ajout de banquettes pour un espace plus accueillant et mieux identifié pour les visiteurs, des cônes d'écoute avec enceintes, un panneau de présentation de l'histoire de la cascade d'Ardent, la reprise du Payscope existant pour l'intégration au nouvel espace dédié. La plus-value est de + 28 826,04 € H.T. ce qui fait évoluer le montant total du marché, option comprise, de 253 626,28 € H.T. à 282 452,32 € H.T. soit + 11,36 %. Pour cet avenant, l'avis de la Commission d'appel d'offres est présenté en séance (séance de CAO du 4 novembre 2025).

**Il est proposé au Comité Syndical du SIAC :**

- **d'APPROUVER** l'avenant n°1 au marché de réalisation des espaces d'expositions permanentes du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS, lot n°1 conception et exécution graphique, d'un montant de + 900 € H.T., compte tenu de la circonstance imprévue de changement du site en Haut-Chablais avec adaptation nécessaire au nouvel emplacement et lieux environnants, ce qui porte le marché conclu avec l'entreprise Gilles VIDAL Graphiste à la somme totale, option comprise, de 23 590 € H.T.,
- **d'APPROUVER** l'avenant n°1 au marché de réalisation des espaces d'expositions permanentes du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS, lot n°3 agencement et scénographie, d'un montant de + 28 826,04 € H.T., compte tenu de la circonstance imprévue de changement du site en Haut-Chablais avec adaptation nécessaire au nouvel emplacement et lieux environnants, ce qui porte le marché conclu avec l'entreprise ATELIERS SAINT ROCH à la somme totale, option comprise, de 282 452,32 € H.T.,
- **d'AUTORISER** Mme la Présidente du SIAC à les signer.

***Point n°5 – Mise à jour des participations employeur aux mutuelles santé et prévoyance des agents du SIAC***

---

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle que par délibération du 5 décembre 2019, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le SIAC a délibéré pour accorder une participation employeur de 20 € (mutuelle santé et/ou prévoyance). Cette participation est volontaire et s'inscrivait en cohérence avec les dispositions applicables dans ses EPCI membres.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement a rendu obligatoire cette participation en distinguant la mutuelle santé de la prévoyance (maintien de salaire en cas de passage à demi-traitement, invalidité, incapacité temporaire, disponibilité d'office ...).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les employeurs territoriaux ont l'obligation de participer à la complémentaire sur le volet « Prévoyance »

Au 1<sup>er</sup> janvier 2026, les employeurs territoriaux auront l'obligation de participer à la complémentaire sur le volet « Santé »

La protection sociale complémentaire est constituée par les prestations financières qui viennent en complément de celles prévues par le statut de la Fonction Publique et le Code de la Sécurité Sociale.

La protection sociale complémentaire ne doit pas être confondue avec l'action sociale qui correspond à un autre champ d'action des collectivités territoriales.

La protection sociale complémentaire concerne donc deux risques :

- Le risque santé : Également appelé « complémentaire santé », le contrat est souscrit par l'agent auprès d'une mutuelle, d'une assurance ou d'une institution de prévoyance.  
En cas de maladie, d'accident ou de maternité, ce contrat permet de bénéficier, en complément des remboursements de base effectués par la Sécurité Sociale, du remboursement de soins de santé (consultations, médicaments, examens, hospitalisation, soins d'optique ou dentaires...).
- Le risque prévoyance : Également appelé « maintien de salaire », le contrat est souscrit par l'agent auprès d'une mutuelle, d'une assurance ou d'une institution de prévoyance.  
En cas d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès, ce contrat lui permet de bénéficier, en complément de la rémunération maintenue par l'employeur, d'une complémentaire destinée à compenser la perte de rémunération (lors du passage à demi-traitement ou lors de l'épuisement par l'agent de ses droits à maintien de rémunération).

Les contrats ouverts à participation de l'employeur :

- La labellisation : l'employeur participe à la cotisation du contrat individuel souscrit par l'agent (l'agent doit fournir une attestation de « contrat labellisé »).  
L'employeur doit avoir choisi après avis du CST, par délibération, de participer financièrement à la labellisation. Il ne peut pas flécher un contrat parmi la liste des contrats labellisés, qui reste alors du choix de l'agent. Dès lors que la collectivité adopte la labellisation comme modalité de participation financière à la protection sociale complémentaire, elle sera tenue de participer à l'ensemble des contrats et règlements labellisés, qui seront présentés par les agents.
- La convention de participation (du Centre de de gestion ou individuelle) : Les collectivités peuvent conclure une convention de participation uniquement dans leur collectivité ou EPCI après mise en concurrence, ou choisir la convention de participation du Centre de gestion. La convention de participation peut être conclue pour le risque santé et/ou le risque prévoyance. Le recours à la procédure de convention de participation exclut l'utilisation de la procédure de labellisation pour le même risque (article 4 du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011).  
Toutefois, à ce jour, cette procédure, motivée par la fourniture d'un service aux agents et non à la collectivité, ne peut pas être considérée comme étant un marché public et n'est pas soumise aux dispositions du Code de la commande publique.

Contrairement à ce qui est possible dans le cadre de la labellisation, la collectivité ne peut participer financièrement à la cotisation de différents contrats ; elle ne peut que participer à celui du prestataire titulaire retenu. En effet, l'article L.827-6 du CGFP dispose que dans le cadre d'une convention de participation, « les collectivités et leurs établissements publics ne peuvent verser d'aide qu'au bénéfice des agents ayant adhéré à ce contrat ou règlement » sélectionné à la suite de la procédure de mise en concurrence.

#### Les bénéficiaires de la participation :

Tous les agents territoriaux en activité, quel que soit leur statut, peuvent adhérer de façon facultative et individuelle à un contrat de protection sociale complémentaire et bénéficier de la participation de l'employeur, à savoir :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires
- Les agents contractuels de droit public
- Les agents de droit privé (contrats aidés et apprentis).

#### Le montant de la participation de l'employeur :

La participation de l'employeur territorial à la protection sociale complémentaire constitue une aide à la personne dont le montant est exprimé en euros sous forme d'un montant unitaire par agent qui vient en déduction de la cotisation due par les agents.

À compter du :

- 1<sup>er</sup> janvier 2025, le montant minimum de la participation complémentaire « Prévoyance » est fixé à 7 euros
- 1<sup>er</sup> janvier 2026, le montant minimum de la participation complémentaire « Santé » est fixé à 15 euros

La participation financière versée par l'employeur ne peut pas excéder le montant de la cotisation qui serait due par l'agent en l'absence de participation.

A noter, que la participation employeur est obligatoire et mensuelle. Elle nécessite l'avis préalable du Comité Social Territorial, et une délibération.

Mme la Présidente expose à l'Assemblée l'avis favorable unanime de chaque collègue du Comité Social Territorial en date du 25 septembre 2025 pour la proposition suivante formulée par le SIAC lors de sa saisine :

- Une participation de 16 euros par agent et par mois pour le risque « prévoyance » dans le cadre d'une procédure de labellisation,
- Une participation de 20 euros par agent et par mois pour le risque « santé » dans le cadre d'une procédure de labellisation.

Mme la Présidente souligne que ces montants s'inscrivent en cohérence avec les montants en application dans les EPCI membres du SIAC tout en garantissant la non-réduction de la participation actuelle du SIAC pour les agents ne disposant que d'une mutuelle santé labellisée (cas le plus fréquent). Cela permettra également d'encourager la souscription d'une complémentaire Prévoyance au bénéfice des agents.

**Il est proposé au Comité Syndical d'adopter les participations employeurs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026**, à destination de tous les agents du SIAC en position d'activité (stagiaires ou titulaires, contractuels de droit public ou droit privé), à temps complet, non complet ou partiel, et ceci pour les montants suivants :

- Une participation de 16 euros par agent et par mois pour le risque « prévoyance » dans le cadre d'une procédure de labellisation,
- Une participation de 20 euros par agent et par mois pour le risque « santé » dans le cadre d'une procédure de labellisation.

Il est précisé que chaque participation ne pourra excéder le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide de l'employeur.

### Compte-rendu des décisions du Bureau

---

- Bureau du 15 octobre 2025
  - D37\_OCT2025 - Dispositif pédagogique et de financement Géoparc Mondial UNESCO du Chablais, année scolaire 2025-2026 - Délibération votée à l'unanimité
  - D38\_OCT2025 - Portage et participation financière du Géoparc dans les « Classes de Lac du Géoparc mondial UNESCO du Chablais » pour les écoles primaires du territoire - Délibération votée à l'unanimité
  - D39\_OCT2025 - Convention de coordination et partage des missions pour la gestion des systèmes d'endiguement sur la Commune d'Abondance
  - D40\_OCT2025 - Demande d'aides pour les actions B1-5C, B1-5D et B1-5L du contrat de rivières portant sur les travaux de restauration hydromorphologique sur la Dranse de Morzine
  - D41\_OCT2025 - Approbation d'une convention avec la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Savoie Mont-Blanc (CASMB) pour l'échange de données relatives à l'étude des besoins en eau à usage agricole sur le bassin versant des Dranses et du sud Est lémanique
  - D42\_OCT2025 - Avis sur la modification de droit commun n° 3 du PLUi-H de la CCHC
  - D43\_OCT2025 - Approbation d'une convention cadre avec le CDG 74
  - D44\_OCT2025 - Modification du tableau des effectifs
  - D45\_OCT2025 - Réponse à l'appel à projet du LEADER du Nord des Alpes « Développer des projets de coopération en matière de tourisme durable »



- **2025**

- 87\_2025 - Signature de la convention cadre avec le CDG 74 pour des renforts et accompagnements
- 88\_2025 - Partenariat à l'occasion des rencontres de l'alimentation durable dans le Chablais 2025
- 89\_2025 - Maintenance de logiciels ArcGIS – Esri France
- 90\_2025 - Intervention diagnostic organisationnel afin d'établir un état des lieux du fonctionnement des services du SIAC, des process et du management pour identifier des pistes d'amélioration
- 91\_2025 - Achat de matériel informatique
- 92\_2025 - Collation pour le stand du SIAC au Forum des collectivités territoriales de Haute-Savoie à la Rochexpo du 17 octobre 2025
- 93\_2025 - Location de salle et animation d'ateliers dans le cadre d'une action managériale et de cohésion du SIAC
- 94\_2025 - Réalisation de séquences vidéo dans le cadre des travaux sur la Dranse de Morzine
- 95\_2025 - Collation lors de l'action managériale et de cohésion du SIAC du jeudi 2 octobre 2025
- 96\_2025 - Formations Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1)
- Initiale et continue
- 97\_2025 - Impression personnalisée et structure d'une banque d'accueil avec fronton
- 98\_2025 - Prestation scientifique pour la caractérisation de l'éboulis froid de la Baume
- 99\_2025 - Changement des pneus été en pneus hiver pour 2 véhicules du SIAC

**Agenda**

---

2025		
Comité	Jeudi 6 novembre à 18h	Salle polyvalente Mairie d'Armoy
Conférence des Maires	Samedi 29 novembre matin	Salle « Espaces Horizons Lémaniques » à St Gingolph
Bureau	Mercredi 3 décembre 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 18 décembre à 18h	Espace Tully
2026		
Bureau	Mercredi 28 janvier 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 26 février 18h	Espace Tully

**Informations diverses**

---

Pôle Géoparc :

- Retour de la commission Géoparc du 3 octobre 2025.
- Informations diverses :
  - Projets pédagogiques (Bilan, Financement des actions à destination des écoles primaires, Classes de lac)
  - Coopération LEADER tourisme RSE,
  - Action de promotion des GEOPARCS auprès du Sénat.